

Colloque sur l'information internationale

23 novembre 2013

Résumé des présentations

« L'information internationale, le parent plus que pauvre? » Voilà la question à laquelle les participants du colloque proposé par le Centre d'études sur les médias (CEM) ont répondu le 23 novembre dernier dans le cadre du Congrès 2013 de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec. C'est le président du CEM et ancien journaliste, M. Florian Sauvageau, qui a animé la rencontre tenue au Château Frontenac à Québec. Tout comme les décors du Château, l'enjeu abordé ce matin-là prend une dimension émotive. Il faut agir pour l'information internationale.

« Oui » et « ça dépend » sont les réponses au débat qui a animé journalistes et universitaires. Malgré la diversité des milieux dont sont issus les dix participants, l'information internationale est, à l'unanimité, importante. Importante pour le public québécois, importante pour les entreprises québécoises et importante pour les journalistes québécois. Il faut la préserver et la développer, la question est de savoir comment s'y prendre.

« Le monde s'ouvre et nous on se ferme », explicite le journaliste Jean-François Lépine, décrit par M. Sauvageau comme étant l'incarnation même de l'information internationale. Voilà la constatation que plusieurs participants ont exprimée : notre société, ou tout au moins nos médias québécois ne sont pas ouverts. Le journaliste indépendant Jean-Frédéric Légaré-Tremblay constate la faiblesse de l'information internationale. Au Québec, en moyenne pour les dix dernières années, un maigre 0,8 % de l'information avait trait à l'international, alors que la moyenne pour le reste du pays est de 8 %.

D'après ses observations, M. Lépine explicite qu'il y a des cycles dans le métier. Dans les années 1980, Radio-Canada lançait des émissions comme « Zone libre » ou « Enjeux » qui n'existent plus aujourd'hui. Sommes-nous en période de désintérêt de l'information internationale? L'intérêt pour l'information internationale reviendra-t-il?

Le cofondateur de l'organisation de solidarité et de développement d'Alternatives, Michel Lambert explique ce désintérêt par de la désinformation : « on produit, soutient des groupes à l'étranger et aucune promotion n'en est faite au Québec. Si rien n'est fait, l'information internationale est en péril. Il faut être plus exigeant envers nos médias ».

M. Légaré-Tremblay explique le désintérêt des Québécois par trois raisons. En premier lieu, le Québec vit dans un « splendide isolement » parce que le marché (8 millions d'habitants) est petit, qu'il y a moins de revenus pour les entreprises de presse et que l'information internationale coûte cher. En second lieu, géopolitiquement, le Québec est loin des points chauds. Pour finir, le peuple québécois s'intéresse beaucoup plus au gouvernement provincial qu'au gouvernement fédéral. Or, c'est là que se prennent les décisions en matière internationale.

Le directeur du Réseau de recherche sur les opérations de paix, Jocelyn Coulon abonde dans le même sens. Au Québec, « on n'attend rien de l'information internationale ». Pour lui, dans son essence même, c'est un produit pour l'élite que le reste de la population ne comprend pas. Pourtant il y a des liens à faire entre l'information internationale et ce qu'il se passe au Québec. Pour remédier à la situation, les dirigeants de quotidiens ou de grandes chaînes d'information, tout comme les journalistes, se doivent d'agir.

Le directeur général de l'information de la Société Radio-Canada, Michel Cormier, s'est exprimé sur le sujet. Comme attendu, c'est l'argent qui est la principale contrainte pour les dirigeants de l'information, mais Radio-Canada maintient des bureaux à l'étranger (Paris, Moscou, Washington et Pékin, des négociations sont en cours pour Beyrouth). Il tenait à spécifier l'augmentation de la place de l'information internationale de 24 à 28 % au Téléjournal de 22 h.

D'un autre côté, les journalistes ont aussi leur part de responsabilité. Ils doivent savoir vendre leur sujet auprès des médias et être têtus. Ils doivent rendre accessible l'information

internationale pour intéresser le public, par exemple en écrivant des livres sur l'information internationale comme le font nos cousins français. Mais attention, explique Alexandre Sirois, le responsable de la section Monde à *La Presse*, les journalistes doivent offrir une information de qualité, sinon ils manquent à leur mission. Une autre option serait de miser sur les messagers avec lesquels la population québécoise est déjà familière. Ils connaissent déjà Jean-François Lépine, ils connaissent Akli ait Abdallah et parce qu'ils les reconnaissent, ils vont s'intéresser à l'information internationale que leur image véhicule.

« Si on en parle si peu, ça veut dire qu'on n'en parle que lorsque c'est grave. Oui, mais le reste du temps? », questionne l'ex-journaliste et professeure agrégée en journalisme à l'Université Laval, Dominique Payette. « Nos médias relayent une image chaotique de l'Afrique pour les Québécois ». Elle déplore, comme plusieurs, la couverture inexistante de l'Afrique dans nos médias. On parle beaucoup de la Chine, de l'Inde et du Brésil, mais savez-vous que 11 des 20 prochaines économies dynamiques se situeront en Afrique? « Il faut de la prospective », explique M. Coulon en s'adressant aux dirigeants des médias présents dans l'assemblée.

Avant la chute du mur de Berlin, l'information internationale ne traitait que de diplomatie. Après 1989, on la traite par thématique (économie, environnement, terrorisme, etc.). Les technologies ont beaucoup amélioré l'information internationale, car elles permettent des « avantages de mobilité extraordinaires », explique M. Lépine. Avant c'était lent et difficile de faire des reportages internationaux, alors qu'aujourd'hui l'accès est facilité, les journalistes sont plus audacieux et osent aller plus près des lignes de front. L'aspect économique des dossiers est devenu plus important. « N'oublions pas que l'information internationale est aussi primordiale pour les gestionnaires d'entreprises », explique le professeur agrégé de stratégie à la faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval, Yan Cimon. François Normand abonde dans le même sens. Ses 17 années passées dans le journalisme économique et financier lui permettent d'affirmer que les gens d'affaires ont besoin de l'information internationale pour faire avancer leur entreprise. Il explique qu'au journal *Les Affaires*, où il travaille, la couverture internationale prend de plus

en plus d'espace. L'information internationale ne peut pas mourir, au moins dans le domaine économique.

Myriam Laplante El Haïli

Étudiante de maîtrise en journalisme international

Université Laval